Le financement de l'extinction

Partage international nº 388 – Décembre 2020

par Kenny Stancil

Les plus grandes banques du monde ont fourni en 2019 plus de 2 600 milliards de dollars en prêts et garanties à des secteurs économiques liés à la crise mondiale de la biodiversité, tandis qu'elles n'ont pas réellement contrôlé, et encore moins empêché, les dommages causés aux écosystèmes vitaux. C'est ce que révèle le rapport intitulé *Le Financement de l'extinction*, publié en octobre 2020 par *Portfolio Earth*, une initiative qui dénonce le rôle de l'industrie financière dans la destruction écologique.

Cette analyse est qualifiée d'« *état des lieux effrayant* » par le Dr Robert Watson, ancien président de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) ainsi que du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies.

Mark Campanale, fondateur et directeur exécutif du laboratoire d'idées Carbon Tracker, a déclaré que ce rapport « *nous rappelle que les gouvernements et les régulateurs financiers doivent sans plus tarder créer un système adéquat fondé sur des règles, afin de vérifier et de s'assurer que les banques ne continuent pas à financer ce pillage commercial planétaire, sans aucune contrainte ni regard extérieur* ».

« *La destruction environnementale*, écrivent les auteurs, *ne peut plus être considérée comme un effet collatéral regrettable du développement économique.* » Au contraire, la pandémie de la Covid-19 a démontré que des environnements sains et riches en biodiversité « *sous-tendent le fonctionnement de notre santé, de nos sociétés et de nos économies* »

Les chercheurs ont découvert que cinquante banques d'envergure mondiale ont investi des montants supérieurs au PIB du Canada dans les secteurs de l'alimentation, de la sylviculture, de l'extraction minière, des carburants fossiles, des infrastructures, du tourisme, du transport et de la logistique, c'est-à-dire les activités identifiées par l'IPBES comme étant les principales responsables de la perte de biodiversité. Les dix plus gros coupables sont Bank of America, Citigroup, JP Morgan Chase, Mizuho Financial, Wells Fargo, BNP Paribas, Mitsubishi UFJ Financial, HSBC, SMBC Group, et Barclays.

En outre, le rapport indique qu'« *aucune des banques examinées ne dispose de mécanisme permettant d'évaluer ou de mesurer l'impact de leurs prêts en termes de perte de biodiversité ; elles n'ont pas non plus mis en place de politique cohérente pour mettre fin à ce problème* ». Selon les auteurs, les institutions financières privées de Wall Street et d'ailleurs sont réticentes et mal préparées face à l'enjeu de la biodiversité, malgré l'importance de celle-ci pour la vie et la survie de l'humanité, en partie parce que « *les régulateurs et les réglementations qui régissent le secteur bancaire le protègent actuellement de toute conséquence* ». Plutôt que de prêter attention aux avertissements des scientifiques au sujet de « *l'annihilation biologique* » et de ses implications, « *le secteur bancaire finance la crise de l'extinction de masse, tout en bafouant les droits de l'homme et la souveraineté des populations autochtones* ».

« *Alors que les gouvernements et les entreprises ont été au centre de l'attention sur ce sujet, les acteurs du secteur financier avaient jusqu'à récemment échappé aux regards critiques* », alors même que ce sont leurs décisions d'investissement qui façonnent les transformations des écosystèmes.

Le rapport défend l'idée que « *si nous voulons éviter l'extinction, les banques doivent cesser de la financer* ». Pour parvenir à cet objectif, les chercheurs demandent :

– que les banques révèlent l'ampleur de leur impact sur la nature, et réduisent radicalement celui-ci ; elles doivent arrêter les nouveaux financements pour les carburants fossiles, la déforestation, la surpêche et la destruction de l'écosystème ;

– que les gouvernements cessent de protéger les banques dans le rôle qu'elles jouent dans la destruction de la bio-diversité, et réécrivent les règles encadrant la finance, afin que les banques puissent être tenues responsables des dommages causés par leurs politiques de prêts ;

– que les individus partout dans le monde puissent avoir leur mot à dire sur la façon dont est investi leur

argent, et disposent du droit d'empêcher les banques de causer de sérieux dommages à la population et à la planète.

Moira Birss, responsable climat et finance chez Amazon Watch, a déclaré que *« pour que la forêt amazonienne survive, et pour garantir notre futur sur cette planète, les institutions financières doivent arrêter de déverser des billions de dollars dans les industries qui sont directement responsables de la perte de biodiversité »*.

« En maintenant un système mondial fondamentalement basé sur la croissance économique éternelle et sur l'exploitation infinie des ressources naturelles, ainsi que l'explique Hana Begovic de Earth Advocacy Youth (Les jeunes défenseurs de la Terre), *nous permettons que la vie sur Terre soit considérée comme une propriété humaine, dont la finalité est d'être exploitée et marchandisée au bénéfice des humains et pour engendrer du profit économique »*.

Kai Chan, professeur à l'Université de Colombie-Britannique et un des principaux auteurs du rapport d'évaluation globale de l'IPBES, constate qu'*« une économie mondiale durable est au cœur des transformations que l'humanité doit réaliser afin de surmonter les crises climatique et écologique. Et au centre de cette économie se trouvent les banques et les institutions financières dont les investissements orientent le développement du monde. »*

Selon Todd Paglia, directeur exécutif de Stand Earth : *« Aujourd'hui, les institutions visionnaires sont celles qui investissent dans des projets qui régénèrent nos océans, nos forêts et notre climat. Il nous faut réparer les dommages causés par plusieurs siècles d'investissements bancaires dans la destruction du cœur, des poumons et des membres de notre planète, et il faut le faire rapidement. »*

Robin Smale fait remarquer que *« le système juridique actuel exonère les banques de toute responsabilité, ce qui diminue leur incitation à agir pour faire cesser les activités destructrices »*. R. Smale explique que *« supprimer ces protections juridiques forcerait les banques à tenir plus systématiquement compte des impacts de leurs financements sur la biodiversité, et transformerait ainsi les activités des principales chaînes de production »*.

« Imaginez un monde, a déclaré Kai Chan, *dans lequel les projets ne peuvent obtenir des financements que s'ils ont démontré qu'ils contribueront significativement à la restauration de la santé de la planète et à un climat sûr pour tous. »*

Plus d'informations : https://portfolio.earth

Auteur : Kenny Stancil, journaliste à Common Dreams.
Sources : (© Common Dreams)
Thématiques : environnement, Économie
Rubrique : Divers